

Ruralité : un sénateur demande un plan d'urgence au gouvernement



Le sénateur du Cantal, Bernard Delcros, alerte le gouvernement sur la nécessité de mettre en place au plus vite un plan pour la ruralité. La poussée du RN dans les territoires ruraux est pour lui une énième alerte lancée par les habitants des campagnes. Et, ce, alors que la nomination d'un ministre ou d'un secrétaire à la ruralité se fait toujours attendre.

LE 24 JUIN 2022

Par Public Sénat avec l'AFP

5mn

« 57 % des communes de moins de 1 000 habitants ont voté pour Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle ». [Fort de ce constat](#), le sénateur centriste, Bernard Delcros, envoie un signal d'alarme à l'exécutif.

Au second tour des législatives, le RN l'a emporté dans 9.633 communes sur près de 34.000, la plupart d'entre elles dans des zones rurales qui représentent 33 % de la population nationale et 88 % du territoire.

Poussée du RN dans les territoires ruraux : « un sentiment de colère et d'incompréhension », pour Bernard Delcros

« Ce n'est pas un vote d'extrême droite, c'est un sentiment de colère et d'incompréhension qui s'est traduit dans les urnes », estime le sénateur, élu cette semaine président du Parlement rural, organisme qui regroupe des élus, des chefs d'entreprise et des associations.

Le premier geste attendu par Bernard Delcros, c'est la nomination dans le futur gouvernement d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat en charge de la ruralité. « Nous avons besoin d'un interlocuteur clairement identifié, au fait de ces enjeux et pleinement consacré à cette mission », précise-t-il.

De son côté, Michel Fournier, président de l'Association des maires Ruraux de France, est d'autant plus convaincu du besoin d'un ministère qu'il craint l'arrivée de nouveaux députés à l'Assemblée nationale ne connaissant pas forcément les enjeux dans les campagnes.

« Ce ne sont pas des territoires où vivent beaucoup de responsables politiques et nous craignons une méconnaissance de beaucoup de candidats élus, comme en 2017 avec des gens qui n'ont pas forcément exercé de responsabilités locales », explique-t-il à l'AFP.

Pour mémoire, le grand débat national après la crise des gilets jaunes avait initié un agenda rural, conduit et abouti à la création d'un poste de secrétaire d'Etat à la ruralité en 2020, occupé par Joël Giraud. « Avec Joël Giraud, nous avons pu travailler. Des choses ont été faites, comme le déploiement des maisons France Services. Au Sénat, nous avons remis il y a quelques mois au Premier ministre un rapport sur la revitalisation des zones rurales. Mais ce n'est pas suffisant », insiste Bernard Delcros, en citant la défection des services publics ou la flambée des prix du carburant.

« Pacte de confiance entre l'Etat et les territoires »

L'Association des petites villes de France (APVF), présidée par Christophe Bouillon, maire socialiste de Barentin (Seine-Maritime), a aussi demandé « solennellement » à Emmanuel Macron et au gouvernement de prendre en compte « un vote de colère et de profonde inquiétude ».

Dans un communiqué, elle appelle à « créer sans tarder les conditions de l'élaboration d'un pacte de confiance entre l'Etat et les territoires en portant une attention beaucoup plus soutenue aux petites villes et au monde rural ».